

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1112 le 26 janvier 2020

Dans ce numéro

Un homme en provenance d'Allemagne, soupçonné de liens avec le PKK, interpellé par la police turque...

(Page 2)

La CIA et la NSA accusées par Adam Schiff de retenir des documents pouvant être utiles dans le procès pour la destitution de Donald Trump...

(Page 3)

Séoul décide d'envoyer des militaires sud-coréens dans le détroit d'Ormuz...

(Page 4)

Un problème logiciel aurait rendu un F-35 israélien « furtif » visible sur le site internet FlightRadar24...

(Page 5)

Le téléphone de Jeff Bezos aurait été piraté avec la complicité du prince héritier saoudien, selon des experts de l'ONU...

(Page 6)

La Corée du Sud en passe de débiter la production en masse de torpilles lourdes...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Selon le Pentagone trente-quatre militaires américains auraient été blessés lors de l'attaque iranienne du 8 janvier...

Le département de la Défense a actualisé le bilan de l'attaque au missile balistique menée le 8 janvier par l'Iran contre des bases américaines d'Irak. D'après Jonathan Hoffman, l'assistant du secrétaire à la Défense, trente-quatre militaires souffriraient de commotions cérébrales ou de traumatismes crâniens. S'exprimant vendredi devant la presse, M. Hoffman a expliqué que dix-sept d'entre eux avaient été transportés aux États-Unis ou en Allemagne pour y être soignés. Le 16 janvier, l'administration du président, Donald Trump, avait annoncé un nombre total de onze blessés. Ce bilan a donc été revu à la hausse pour s'établir à trente-quatre. L'attaque iranienne a été menée en représailles à celle d'un drone américain qui avait tué le 3 janvier près de Bagdad le militaire iranien de haut rang, Qassem Soleimani. Le Pentagone avait initialement annoncé qu'aucun militaire n'avait été touché par l'attaque. Donald Trump avait de ce fait rejeté l'idée d'une contre-attaque contre l'Iran. Il n'a pas changé d'avis même après que des informations ont fait état de militaires blessés. D'après lui, ces blessures n'étaient pas graves. Les médias américains critiquent la réaction de l'administration Trump, déplorant ses revirements.

(Radio Japon international, le 25-01-2020)

À Djibouti, déploiement de deux avions des FAD japonaises destinés au recueil de renseignements...

Un avion de patrouille des Forces maritimes japonaises d'autodéfense se prépare à une mission de collecte de renseignements au Moyen-Orient. Le ministère de la Défense a annoncé qu'en date de lundi, heure locale, deux avions P-3C, qui ont quitté le Japon le 11 janvier dernier, avaient remplacé une unité impliquée dans des missions antipiraterie au large de la Somalie. Cette unité est déployée à Djibouti, dans l'est de l'Afrique. En plus de la mission antipiraterie en cours, elle effectuera des collectes de renseignements afin d'assurer la sécurité de tout bateau ayant des liens avec le Japon dans la région. Il s'agit de la première mission à long terme de collecte de renseignements des FAD maritimes nippones à l'étranger.

(Radio Japon international, le 20-01-2020)

En Colombie, des affrontements entre gangs rivaux de narcotrafiquants provoquent le déplacement de plus de 3 000 personnes...

En Colombie, plus de 3 000 personnes ont été déplacées par des affrontements entre gangs de narcotrafiquants, cela pour le contrôle des zones de production de cocaïne, expliquent les autorités. Le gouvernement colombien estime que le trafic de drogue est à l'origine de la spirale de violences dans le pays qui depuis 2016 s'est soldée par les assassinats d'au moins 303 leaders communautaires ou militants des droits.

(Radio Vatican, le 21-01-2020)

Un homme en provenance d'Allemagne, soupçonné de liens avec le PKK, interpellé par la police turque...

Un individu soupçonné d'appartenir à l'organisation terroriste et séparatiste PKK a été placé en garde à vue à Adana où il est venu d'Allemagne pour y passer ses vacances. Les équipes de lutte antiterroriste de la Sûreté d'Adana ont été informées que le suspect, qui participe aux activités du PKK à Berlin où il vit depuis 2015, est arrivé à Adana pour des vacances. La police a placé le suspect en garde à vue suite à une opération lancée au domicile familial. Le suspect, qui est actif dans un organisme d'aide proche du PKK en Europe, aurait distribué l'argent récolté aux familles des terroristes tués et fait des dons à l'organisme en question. Le suspect a été mis en examen puis arrêté.

(La voix de la Turquie, le 24-01-2020)

Deux militaires maliens tués après l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule...

Deux soldats maliens ont été tués mardi par l'explosion d'une mine près de Douentza, dans le centre du Mali, en guerre contre les djihadistes, a indiqué un porte-parole de l'armée mercredi. Deux autres soldats ont été blessés quand leur véhicule en provenance de Boni et à destination de Douentza a sauté sur une mine, a précisé le colonel Diarran Koné. « Le chemin que nous avons emprunté était miné. J'ai eu la vie sauve parce que j'étais derrière. Heureusement, le secours est venu à temps » a déclaré à l'AFP l'un des blessés.

(Africa Radio, le 22-01-2020)

Au moins six militaires maliens tués par des djihadistes présumés dans le centre du pays...

Au moins six soldats maliens ont été tués dans la nuit de mercredi à jeudi dans l'attaque de leur poste dans le centre du pays en guerre, près de la frontière avec le Burkina Faso, a indiqué l'armée. Une source au sein des services de sécurité a quant à elle fait état de sept morts. « Les forces armées maliennes ont été attaquées à Dioungani par des hommes armés non identifiés. Les forces maliennes déplorent un bilan provisoire de six morts et des blessés » a indiqué l'armée sur son compte *Twitter*. L'attaque a été imputée aux djihadistes par les autorités du secteur et des habitants.

(Africa Radio, le 23-01-2020)

Dans le nord du Mali, deux militaires français blessés dans une explosion revendiquée par le GSIM...

Au Mali, deux soldats français de l'opération anti-djihadiste *Barkhane* ont été blessés par l'explosion d'un engin explosif improvisé au passage de leur camion ravitailleur, dans la région de Tombouctou, dans le nord du pays, a annoncé jeudi soir l'état-major français. Cette attaque a été revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, organisation djihadiste liée à Al-Qaïda.

(La voix de l'Amérique, le 24-01-2020)

Dans le nord-est du Nigeria, de nombreux morts après des affrontements entre djihadistes de groupes rivaux...

De nombreux djihadistes ont été tués lors d'affrontements entre groupes rivaux dans le nord-est du Nigeria, a-t-on appris de sources concordantes lundi. Les combattants de Boko Haram fidèles à Abubakar Shekau, venus à bord de pick-ups, ont attaqué un camp d'un mouvement rival, la branche africaine de l'État islamique, près de la frontière du Niger. Ils tentaient, dit-on, d'obtenir le retour de leurs femmes qui avaient été enlevées par les combattants rivaux au cours d'un raid au Niger voisin.

(La voix de l'Amérique, le 21-01-2020)

Sept militaires nigériens tués par des membres présumés du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest...

Sept soldats ont été tués mardi par de présumés djihadistes affiliés à l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) qui ont attaqué une position militaire dans le nord-est du Nigeria, ont indiqué deux sources militaires à l'AFP. Les combattants, arrivés dans plusieurs camions équipés de mitrailleuses lourdes, ont attaqué une position militaire dans le village de Mainok, à 56 kilomètres de Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, sur la route menant à Damaturu, la capitale de l'État voisin de Yobe. « Nous avons perdu sept hommes dans l'attaque des terroristes. Deux soldats ont également disparu et cinq soldats ont été blessés » a indiqué un militaire sous couvert de l'anonymat. Un officier de la zone a confirmé ce bilan, ajoutant que les djihadistes avaient emporté deux camions militaires et trois

mitrailleuses antiaériennes. Le porte-parole de la police de l'État de Borno, Edet Okon, a de son côté publié un communiqué affirmant que ses hommes avaient récupéré quatre camions militaires, dont deux saisis lors de cette attaque. Les assaillants sont des membres présumés d'ISWAP, faction de Boko Haram affiliée au groupe de l'État Islamique depuis 2016.
(Africa Radio, le 22-01-2020)

Au moins cinq morts après une attaque de membres présumés de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria...

Des combattants du groupe djihadiste Boko Haram ont tué cinq personnes et en ont enlevé plusieurs autres, alors qu'elles ramassaient du bois dans le nord-est du Nigeria, a-t-on appris vendredi auprès de sources de sécurité. Les islamistes armés ont ouvert le feu sur ces civils jeudi près de la ville de Dikwa, à 90 kilomètres de Maïduguri, dans l'État de Borno, bastion de l'insurrection. « Un groupe de personnes était sorti de la ville pour aller ramasser du bois, mais les terroristes de Boko Haram les ont attaqués, tuant cinq d'entre eux » a déclaré à l'AFP Babakura Kolo, responsable d'une milice engagée aux côtés des forces de sécurité dans la lutte anti-djihadiste. « Les autres bûcherons ont pris la fuite et plusieurs d'entre eux ont été capturés par les assaillants » a-t-il ajouté.
(Africa Radio, le 24-01-2020)

Au moins trente-six civils tués dans l'attaque de deux villages par des djihadistes présumés, dans le nord du Burkina Faso...

On l'a appris hier. Au Burkina Faso, trente-six civils ont été tués et trois blessés lundi lors d'une attaque contre des villages de la province du Sanmatenga, dans le nord du pays. Le gouvernement parle d'une attaque terroriste et a décrété un deuil national. Selon le ministre de la Communication Remis Fulgance Dandjinou, lundi 20 janvier 2020, un groupe armé terroriste a fait irruption dans le marché de Nagraogo et abattu trente-deux personnes, brûlé le marché, puis, dans son repli, a abattu quatre autres personnes au niveau du village d'Alamou. Cette attaque a également fait trois blessés, précise le ministre. Des centaines de personnes ont fui la zone pour se réfugier dans la ville de Kaya selon des témoins. La province du Sanmatenga, située juste au-dessus de la province du Soum, frontalière avec le Mali, accueille de nombreux camps de réfugiés et déplacés internes.
(La voix de l'Amérique, le 22-01-2020)

Aux États-Unis, le Libyen Mustafa Al-Imam condamné à dix-neuf ans d'emprisonnement...

Le Libyen Mustafa Al-Imam, capturé en Libye puis emmené aux États-Unis en 2017 pour y être jugé, a été condamné jeudi à dix-neuf ans de prison pour son rôle dans l'attaque d'un complexe diplomatique américain et d'une annexe de la CIA à Benghazi en 2012. Cette attaque qui avait choqué les États-Unis le 11 septembre 2012, avait causé la mort de l'ambassadeur américain, John Christopher Stevens, d'un employé du département d'État et de deux employés de la CIA.
(La voix de l'Amérique, le 24-01-2020)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

La CIA et la NSA accusées par Adam Schiff de retenir des documents pouvant être utiles dans le procès pour la destitution de Donald Trump...

Le président du Comité du renseignement de la Chambre des représentants, Adam Schiff, accuse des agences de renseignement américaines de retenir des documents sur l'Ukraine qui pourraient être utiles lors du procès pour la destitution du président Donald Trump. « Il semblerait qu'elles plient sous la pression de l'administration » a déclaré M. Schiff, dimanche, à l'émission *This Week* du réseau ABC. Adam Schiff a été nommé par la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, pour diriger l'équipe de procureurs dans le procès contre Donald Trump devant le Sénat. M. Schiff prétend que l'Agence nationale de sécurité (NSA) retient des documents potentiellement utiles pour assurer la surveillance sur l'Ukraine, mais aussi des documents potentiellement utiles et que les sénateurs voudraient voir pendant le procès. C'est très troublant. Il a aussi déclaré qu'il y a des signes que l'Agence centrale de renseignement (CIA) serait dans la même position tragique. La NSA et la CIA n'ont pas répondu aux demandes d'entrevue de l'*Associated Press* pour le moment.
(Radio Canada International, le 20-01-2020)

Vers une réforme des services de renseignement sud-coréens...

Le président de la République a dirigé aujourd'hui son conseil des ministres hebdomadaire. Au

programme de cette réunion : les réformes des institutions incarnant le pouvoir. À cette occasion, Moon Jae-in s'est réjoui de la récente adoption au Parlement des propositions de loi sur la redéfinition des pouvoirs d'investigation du Parquet et de la Police, ainsi que de la promulgation de la loi sur la création d'une nouvelle agence chargée d'enquêter sur les crimes impliquant les hauts fonctionnaires. Pour le chef de l'État, ces réformes ont marqué un tournant important dans l'histoire du ministère public du pays. Mais comme pour toute réforme majeure, le diable est dans les détails. Et Moon a d'emblée demandé à son gouvernement de ne pas négliger ces détails. Le locataire de la Maison bleue a par ailleurs souligné la nécessité de s'attaquer désormais aux réformes des autres institutions, et plus particulièrement de la Police, qui devient trop puissante, et des services de renseignement. À propos des forces de l'ordre, le dirigeant a souligné la nécessité de séparer la police judiciaire de la police administrative.

(KBS World Radio, le 21-01-2020)

Le bureau de Juan Guaido perquisitionné par les services de renseignement vénézuéliens...

Perquisition au bureau de Juan Guaido hier : les services de renseignement vénézuéliens profitaient de l'absence de l'opposant en déplacement en Europe pour y pénétrer. L'opposition avait déjà dénoncé l'arrestation dans la matinée même d'un député de ses rangs tandis qu'il se rendait au Parlement.

(Radio Vatican, le 22-01-2020)

... MILITAIRE ...

Séoul décide d'envoyer des militaires sud-coréens dans le détroit d'Ormuz...

Le gouvernement sud-coréen indique qu'il a décidé d'envoyer des troupes dans le détroit d'Ormuz pour protéger ses citoyens et ses bateaux dans la région. Le ministère de la Défense a annoncé mardi que l'initiative inclurait l'élargissement temporaire de la zone d'activité de l'unité d'environ 300 soldats qui se trouve actuellement dans le golfe d'Aden, au large de la Somalie. Comme cela ne nécessite pas l'approbation du Parlement, ces troupes pourront commencer leur nouvelle mission immédiatement. Le ministère de la Défense a clairement expliqué que cette unité agirait indépendamment et ne rejoindrait pas la coalition menée par les États-Unis, mais serait prête à coopérer si nécessaire. Deux officiers seront envoyés auprès de la coalition pour servir de liaison. Étant donné les tensions entre les États-Unis et l'Iran, Séoul s'est montrée prudente. Une source proche du ministère de la Défense indique que les deux pays ont été informés de la décision de déployer des troupes. Elle précise que les États-Unis ont salué l'initiative, alors que l'Iran s'est montré compréhensif. D'après les observateurs, la décision sud-coréenne pourrait influencer les discussions entre la Corée du Sud et les États-Unis sur le coût du maintien des forces américaines dans le pays et la coopération entre Séoul et P'yongyang.

(Radio Japon international, le 21-01-2020)

La Corée du Sud a finalement tranché pour une protection des voies maritimes au Moyen-Orient. En effet, elle a décidé d'élargir temporairement les zones d'opération de son unité *Cheonghae*, actuellement en mission anti-pirates dans le golfe d'Aden, au large de la Somalie. Son champ d'action s'étendra désormais au golfe d'Oman et au golfe Arabique. C'est ce qu'a annoncé aujourd'hui le ministère de la Défense. Séoul mènera donc sa propre opération, sans rejoindre la coalition internationale dirigée par les États-Unis. À la place, il dépêchera deux officiers de liaison de l'unité au siège de la coalition, situé à Bahreïn. D'après un responsable du ministère, la décision a été arrêtée en considérant en priorité la sécurité des ressortissants et des navires sud-coréens. Washington a aussitôt salué cette décision et Téhéran a fait part de sa compréhension.

(KBS World Radio, le 21-01-2020)

Première participation sud-coréenne à l'exercice de lutte anti-sous-marine *Sea Dragon* au large de Guam...

La Corée du Sud participe cette année à l'exercice *Sea Dragon*, qui a débuté hier au large de l'île américaine de Guam, dans le Pacifique. C'est une manœuvre de lutte anti-sous-marine organisée au début de chaque année sous l'égide des États-Unis et, fait important à remarquer, c'est la première fois que la marine sud-coréenne y prend part. Elle a envoyé un avion de patrouille maritime P-3C. Outre le pays du matin clair et les USA, trois autres nations les ont rejoint. Il s'agit du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. L'exercice se poursuivra jusqu'au 31 janvier.

(KBS World Radio, le 21-01-2020)

Un problème logiciel aurait rendu un F-35 israélien « furtif » visible sur le site internet *FlightRadar24*...

Selon des sources militaires israéliennes citées par *Al-Masdar News*, à la suite d'une défaillance du logiciel d'un chasseur F-35 israélien, l'appareil est apparu sur tous les écrans radars des systèmes de défense aérienne des pays de la région, y compris l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, la Russie et l'Iran. « Le F-35 furtif de l'armée de l'air israélienne s'est fait localiser lundi à midi, lorsqu'un canal de transmission de données non crypté a mal fonctionné, et ce pendant les exercices de l'armée de l'air israélienne. Le F-35 en question survolait le site nucléaire de Dimona au Néguev. C'est l'ouverture du canal de données en question qui a permis aux logiciels de suivi, même non spécialisés tel que *FlightRadar24*, de localiser l'appareil. Selon ces données, le F-35 israélien a volé vers le site de recherche nucléaire à une altitude de 31 000 pieds et à une vitesse de 600 miles par heure. « Un événement inhabituel s'est produit vers midi et a duré environ 20 minutes, le pilote ayant activé le code inapproprié » rapporte le journal israélien *Yediot Aharonot*, en allusion à la récente visite du Premier ministre sioniste à un escadron de F-35, visite où Netayahu avait prétendu que plus aucun point au Moyen-Orient n'est inaccessible à ces appareils. Le journal israélien dit que la raison de l'échec du logiciel de l'avion militaire israélien est inconnue, ce qui devrait doublement inquiéter à la fois les Israéliens et les Américains qui comptent sur ces appareils dits de 5e génération pour contrer les missiles ultra performants iraniens. En effet, ce logiciel à bord, dit *Yediot Aharonot*, aurait pu être affecté de l'extérieur. Ce qui veut dire que le F-35 aurait été exposé à une cyberattaque. (*Press TV, le 21-01-2020*)

En mer de l'Est, vol de reconnaissance d'un avion américain capable de détecter les particules radioactives...

Un avion de reconnaissance américain capable de détecter des particules radioactives a survolé hier la mer de l'Est. D'après le traqueur aérien *Aircraft Spots*, le patrouilleur WC-135W a été envoyé depuis la base aérienne américaine de Kadena, située à Okinawa, au Japon. Une opération qui laisse planer le doute sur une éventuelle activité nucléaire en Corée du Nord. En effet, cet appareil permet de repérer toute trace d'essai nucléaire et de reconnaître un certain nombre de matières utilisées, comme de l'uranium enrichi, du plutonium ou de l'hydrogène. Il avait effectué une mission identique en octobre 2006, après le premier test nucléaire en sous-sol effectué par P'yongyang. Cette opération aurait eu pour but, cette fois-ci, de vérifier une possible reprise des activités sur le site de Punggye-ri, démantelé en mai 2018. Le pays communiste a récemment affirmé que son engagement pour la suspension de ses expérimentations nucléaires et ses tests de tirs de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) n'avait plus d'importance. Le conseiller à la mission de la Corée du Nord auprès des Nations unies à Genève, Ju Yong-chol, l'a rappelé hier, lors d'une conférence sur le désarmement. Selon lui, la dénucléarisation de la péninsule deviendra impossible si les États-Unis continuent de menacer le développement du régime et de paralyser le système politique. (*KBS World Radio, le 22-01-2020*)

Selon *38 North*, une trentaine d'avions de combat auraient été détectés sur un aérodrome nord-coréen...

Est-ce un signe de préparation d'un nouvel exercice militaire de l'armée de l'air nord-coréenne ? Le site spécialisé dans le suivi du pays communiste, *38 North*, a rapporté, hier, que pas moins de trente-cinq avions militaires avaient été détectés sur l'aérodrome de Wonsan-Kalma, dans la province de Gangwon, sur des images prises par des satellites commerciaux, le 17 et le 21 janvier derniers. Parmi eux se trouvaient notamment cinq chasseurs Mig-21 et trois Mig-17 ainsi que six avions ressemblant à des Mig-23. *38 North* a analysé qu'il devait s'agir d'une posture de défense ou de la préparation d'un nouvel exercice aérien. C'est la première fois que des activités liées à l'armée de l'air nord-coréenne sont identifiées depuis les dernières manœuvres aériennes de novembre 2019. D'autre part, la *Voix de l'Amérique* (VOA) a relayé, aujourd'hui, que près de 8 000 militaires se trouvaient sur un champ d'exercice de défilé, en analysant les images prises par satellite. Selon la VOA, il pourrait s'agir d'un préparatif de défilé destiné à célébrer le prochain anniversaire de la création de l'armée populaire du pays communiste, le 8 février. (*KBS World Radio, le 24-01-2020*)

Le destroyer *Takanami* inspecté par le ministre japonais de la Défense avant son déploiement au Moyen-Orient...

Le ministre nippon de la Défense, Taro Kono, s'est adressé à l'équipage du destroyer des Forces

maritimes d'autodéfense qui entamera début février une mission au Moyen-Orient. Le gouvernement japonais a ordonné début janvier le déploiement d'un destroyer et d'un avion au Moyen-Orient pour une opération de collecte d'informations visant à sécuriser les navires commerciaux liés à l'Archipel. Samedi, M. Kono s'est rendu dans une base des FAD située à Yokosuka, dans la préfecture de Kanagawa, au sud de Tokyo. Il est monté à bord du *Takanami*, le destroyer en question. Le ministre a inspecté les hublots pare-balles sur le pont du navire. Il a également pris connaissance d'un système de haut-parleurs dédié aux annonces de bateaux suspects. Il a ensuite encouragé les équipes médicales et de cuisine. S'adressant plus tard à la presse, Taro Kono a observé que près de 90% des importations japonaises de pétrole provenaient du Moyen-Orient. Il a évoqué la nécessité de protéger l'économie japonaise d'éventuels problèmes d'approvisionnement. Le *Takanami* quittera Yokosuka le 2 février prochain. Il entamera le même mois ses opérations dans le golfe d'Oman et dans la partie septentrionale de la mer d'Arabie. Le navire opérera en collaboration avec des patrouilleurs P-3C, également japonais. Ces avions sont basés dans l'État de Djibouti, dans l'est de l'Afrique, et sont opérationnels depuis lundi dernier. Une séance d'information destinée aux familles des membres de l'équipage du *Takanami* s'est également tenue samedi, sur la base. Selon les Forces d'autodéfense, plus de 220 personnes y ont assisté. Elles ont été informées sur la situation actuelle du Moyen-Orient et sur les moyens de communiquer avec l'équipage.
(Radio Japon international, le 25-01-2020)

... CYBERESPACE ...

En 2019, Mitsubishi a été la victime d'une cyberattaque ayant pu compromettre des données personnelles...

Mitsubishi Electric indique avoir subi une cyberattaque en 2019 qui pourrait avoir compromis des données personnelles et de l'entreprise. L'entreprise est engagée dans de nombreuses activités allant de la production d'appareils électroménagers et de communication à l'espace et la défense. Le géant de l'électronique explique que le piratage informatique a été détecté après qu'un terminal de l'entreprise a montré des signes d'irrégularité en juin dernier. Mitsubishi n'a pas identifié les éventuels suspects de cette effraction. L'entreprise a confirmé qu'il n'y avait pas eu de fuite d'informations confidentielles concernant la défense, l'énergie, les chemins de fer et d'autres infrastructures importantes. Mitsubishi ajoute que les données techniques ultra confidentielles et les informations de clients importants n'ont pas non plus été compromises. Le porte-parole du gouvernement, Yoshihide Suga, indique que le gouvernement a été informé qu'il n'y avait pas eu de fuite d'informations liées à la défense ou au secteur de l'électricité. Il a ajouté que le ministère de l'Industrie et le centre de cybersécurité du gouvernement dirigeront les efforts de surveillance.
(Radio Japon international, le 20-01-2020)

La Corée du Sud en passe de mettre en place une taxe de 20% sur les revenus engendrés par les crypto-monnaies...

Le gouvernement sud-coréen pense sérieusement à mettre en place une taxe de 20% sur les revenus engendrés par les transactions de crypto-monnaies. Et cette mesure est désormais étudiée au sein du service des impôts sur les revenus du ministère des Finances, alors que c'était le service des impôts fonciers qui s'en occupait jusqu'à présent. Du coup, certains pensent que les revenus générés par les cybermonnaies seront bientôt traités comme d'autres revenus complémentaires. Et ces gains rentreront donc dans la même catégorie que les rémunérations résultant de conférences, de créations littéraires ou de prix. L'imposition sur ces revenus est plus simple : une taxe de 20% sur le revenu imposable, déduit des frais nécessaires qui atteignent 60% du revenu brut.
(KBS World Radio, le 20-01-2020)

Le téléphone de Jeff Bezos aurait été piraté avec la complicité du prince héritier saoudien, selon des experts de l'ONU...

Le journal britannique *The Guardian* a révélé que le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane avait piraté le téléphone de Jeff Bezos, le propriétaire de la société Amazon et du journal *The Washington Post*, pour qui travaillait le journaliste saoudien Jamal Khashoggi, cinq mois avant l'assassinat de ce dernier. L'opération a été faite à travers un message vidéo envoyé depuis le compte *WhatsApp* appartenant à ben Salmane, le 1er mai 2018, a rapporté le journal. En effet, le message envoyé depuis le compte personnel de ben Salmane vers le téléphone de Bezos contenait un code

potentiellement dangereux, selon les experts qui enquêtaient sur l'affaire. Le journal a également fait savoir que le message de ben Salmane avait conduit au téléchargement d'un grand nombre de fichiers qui se trouvaient sur le compte de Bezos, cinq mois avant l'assassinat de Khashoggi. Neuf mois après, des informations sur la vie personnelle de Bezos ont commencé à être publiées dans le *National Enquirer*, dont le propriétaire, David Baker est l'ami du prince héritier saoudien. Selon *The Guardian*, les experts estiment que ben Salmane aurait visé à mettre un terme aux critiques à son encontre de la part du *Washington Post*, car la prise pour cible de l'homme le plus riche au monde par ben Salmane créerait des ondes de choc de Wall Street à la Silicon Valley. Il est à rappeler que Khashoggi a été tué, le 2 octobre 2018, à l'intérieur du consulat général saoudien à Istanbul, en Turquie, dans une affaire qui a choqué l'opinion publique internationale. Après dix-huit jours de déni et d'interprétations contradictoires, Riyad a annoncé son meurtre à l'intérieur du consulat et a arrêté dix-huit citoyens dans le cadre des enquêtes, sans révéler les responsables du crime ni l'emplacement du corps.
(*La voix de la Turquie, le 23-01-2020*)

Des experts des Nations unies affirment disposer d'informations laissant croire à une possible implication du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane dans le piratage du téléphone cellulaire de Jeff Bezos, grand patron d'Amazon et propriétaire du *Washington Post*. L'information que nous avons reçue suggère une possible implication du prince héritier dans la surveillance de M. Bezos, dans un effort pour influencer, sinon faire taire, la couverture faite par le *Washington Post* de l'Arabie saoudite, indique une déclaration publiée mercredi matin. Cette déclaration est faite quelques heures après que *The Guardian*, citant des sources non identifiées, a révélé que le téléphone cellulaire de l'homme le plus riche de la planète a vraisemblablement été piraté le 1er mai 2018 par un fichier malveillant envoyé depuis un compte *WhatsApp* appartenant au prince ben Salmane. Selon les informations du quotidien britannique, l'enquête d'une firme de cybersécurité embauchée par le grand patron d'Amazon a conclu que le fichier malveillant aurait été envoyé le 1er mai 2018 par un message crypté envoyé lors d'une conversation apparemment amicale entre les deux hommes. Le niveau de certitude de cette information est considéré comme étant moyen à élevé précisent les deux experts de l'ONU à l'origine de la déclaration, soit la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnès Callamard, et le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression, David Kaye. Dans la foulée de ce piratage présumé, des volumes exceptionnels de données ont été téléchargés depuis le téléphone cellulaire du milliardaire pendant des mois, a conclu la firme de cybersécurité. Cette analyse estime que le piratage du cellulaire de M. Bezos aurait été réalisé grâce à une technologie d'espionnage comme le programme malveillant *Pegasus-3* du groupe israélien NSO, un produit acheté et déployé par des responsables saoudiens, selon ce qui a été largement relaté, précisent encore les experts de l'ONU. La nature des informations récupérées sur l'appareil de M. Bezos et l'utilisation qui en a été faite par la suite n'est pas connue. Avant la sortie des experts onusiens, le ministre saoudien des Affaires étrangères, Fayçal ben Farhan Al-Saoud, avait balayé les informations du *Guardian* du revers de la main. « Je pense qu'absurde est le mot exact pour qualifier cette histoire » a-t-il déclaré dans une entrevue à *Reuters*. « L'idée que le prince héritier puisse pirater le téléphone de Jeff Bezos est ridicule ». Les deux experts de l'ONU affirment dans leur déclaration que ces nouvelles informations sur le prince ben Salmane sont pertinentes pour évaluer les allégations sur l'implication du prince héritier dans le meurtre en 2018 du journaliste saoudien du *Washington Post*, Jamal Khashoggi. M. Khashoggi, un opposant du régime saoudien, publiait des chroniques dans le quotidien appartenant à Jeff Bezos jusqu'à son assassinat à l'intérieur du consulat saoudien à Istanbul, en octobre 2018. Riyad avait imputé l'affaire à un commando voyou et démenti que le prince ben Salmane était à l'origine de cette affaire. Selon les experts de l'ONU, le moment où le piratage aurait eu lieu appuie fortement la nécessité d'une enquête, aux États-Unis ou ailleurs, sur les allégations que l'homme fort du royaume wahhabite a ordonné, incité ou, au minimum, était au courant de la planification de cet assassinat. Les deux rapporteurs spéciaux de l'ONU indiquent en outre que le piratage présumé est survenu pendant une période où les téléphones de deux proches collaborateurs de M. Khashoggi, Yahya Assiri et Omar Abdulaziz, ont aussi été piratés, apparemment avec le logiciel malveillant *Pegasus*. M. Abdulaziz a déjà raconté cette histoire à *Radio-Canada*. La déclaration de Mme Callamard et M. Kaye souligne par ailleurs que l'analyse effectuée par une firme de cybersécurité avance que Mohammed ben Salmane a envoyé des messages *WhatsApp* à Jeff Bezos en novembre 2018 et février 2019. Ces messages du prince héritier, véritable homme fort de l'Arabie saoudite, auraient contenu des informations privées et confidentielles sur la vie personnelle de M. Bezos qui n'étaient pas disponibles par des sources publiques. Pendant cette même période, M. Bezos était

largement ciblé dans les médias sociaux saoudiens comme un adversaire présumé du royaume, soulignent les deux experts de l'ONU. L'an dernier, le responsable de la sécurité de Jeff Bezos avait aussi soutenu que le gouvernement saoudien avait eu accès au téléphone cellulaire de son patron et avait ensuite donné des informations ainsi obtenues au *National Enquirer*. Suite à l'annonce du divorce de M. Bezos après vingt-cinq ans de mariage, en janvier 2019, le journal avait consacré un article de onze pages - photos et SMS à l'appui - à sa liaison avec une ancienne présentatrice de télévision. Un mois plus tard, M. Bezos a soutenu que le propriétaire du *National Enquirer* l'avait menacé de publier des photos intimes s'il ne déclarait pas publiquement que les articles du tabloïd le concernant n'avaient aucune visée politique. Riyad avait nié toute implication dans cette histoire.
(Radio Canada international, le 23-01-2020)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

La Corée du Sud en passe de débiter la production en masse de torpilles lourdes...

L'Administration du programme d'acquisition de défense (DAPA) va signer, dans le courant du premier semestre, un contrat portant sur la production massive de « torpilles lourdes-II » et un autre sur la fabrication massive de canon antiaérien de calibre 30mm. C'est ce qui a été approuvé, hier, lors d'une réunion présidée par le ministre de la Défense, Jeong Kyeong-doo. D'abord, la « torpille lourde-II » devrait succéder au *Requin blanc*, le premier type de cette arme développée localement. Elle sera incorporée aux sous-marins de type *Jangbogo-II* et *Jangbogo-III*. Ce projet durera de 2019 à 2031 et son coût total est estimé à 660 milliards de wons, soit environ 510 millions d'euros. Le contrat devrait être signé en mars. Concernant le nouveau type de canon antiaérien, incorporable aux véhicules blindés terrestres, c'est la première fois que l'armée sud-coréenne décide de le fabriquer en masse. Ce projet devrait s'étaler sur une période allant de 2020 à 2031 pour un montant de 2 200 milliards de wons, soit 17,1 milliards d'euros. La signature du contrat est prévue en juin.

(KBS World Radio, le 23-01-2020)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30